

Docteur Jun E Tan est la cofondatrice et la directrice de MESYM.COM une plateforme cartographiant les actions relatives à la responsabilité sociale et à l'ESS en Malaisie. Elle est chercheuse en CSR et ESS en Malaisie. La RSE en Malaisie, ou CSR en Anglais que nous appelons « Cosmetic Social Responsibility ».

Le travail forcé et le vol des terres des personnes indigènes, pour les plantations d'huile de palme notamment, sont des problèmes auxquels la responsabilité sociale des entreprises en Malaisie, y compris celles cotées en bourse ne règle pas. La Malaisie est un pays majoritairement musulman, le droit des femmes est également une problématique que la CSR ne règle pas forcément.

Chaque entreprise malaisienne cotée en bourse doit publier un rapport annuel. C'est déjà positif, c'est un premier pas, mais en fait, c'est cosmétique car les problèmes réels ne sont pas traités.

A la lecture des rapports, la RSE en Malaisie est plus de la charité qu'une véritable politique intégrée. De plus, dans les entreprises, les personnes en charge ne font pas partie du comité de direction et n'ont aucun pouvoir pour agir. Les rapports ne sont pas présentés au Comité de Direction, selon mes études.

L'économie sociale et solidaire est embryonnaire mais le projet que va vous présenter le Dr Welyne Jeffrey montre que la population civile commence à agir et à s'organiser. Il n'y a aucune loi et aucun soutien gouvernemental.

Ce projet redonne aux populations indigènes de Malaisie le pouvoir d'être une partie prenante à part entière.

Docteur Welyne Jeffrey, Jehom est une anthropologue malaisienne spécialisée dans la recherche des causes entravant le développement et le progrès d'une communauté. Elle est porteuse du projet communautaire des tisseurs Iban de Rumah Gare mené depuis 2013.

France Culture consacre une demi- heure à ce projet, le 5 novembre, dans « Tout un monde » : <http://bit.ly/2fc8bq1>

En tant qu'ethnologue mes projets de recherches portaient sur les populations indigènes dont je fais partie, à Borneo. Je devais recenser les cultures ancestrales qui se traduisaient au travers du tissage des pua kumbu, l'impact des plantations d'huile de palme et des barrages électriques sur ces cultures.

Le gouvernement a acheté aux populations indigènes leurs terres, les forêts, pour 20 centimes, les 5 hectares. Pourquoi ? Car la forêt n'a pas de valeur pour le gouvernement, seul les arbres fruitiers auraient permis d'être remboursés à un prix plus correct. Ils avaient besoin de terre pour construire des barrages, et planter des plantations d'huile de palme. Ils ont interviewé les populations indigènes mais en anglais, personne ne comprenait et on leur a promis un travail dans les plantations.

Mon étude a montré que les conséquences étaient dramatiques pour les populations. Le taux de suicide et de mortalité des personnes de plus de 60 ans a été très important.

Mon projet s'appuie sur l'article 1-6 de la [Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones](#), la Convention (n° 169) relative aux peuples indigènes et tribaux (1989) n'a pas été ratifiée par la Malaisie. Le projet *RhGareh Pua Kumbu Project respecte deux importants points de l'Article 1-6 :*

- *N°1 : le droit à l'auto détermination.* L'auto-détermination consiste pour les indigènes a avoir le droit de décider ce qui est le mieux pour eux et leurs communautés.
- *N°3 : Le droit au consentement libre, préalable et éclairé, **les indigènes ont le droit d'être consultés, de prendre des décisions en toute liberté sur toutes les questions qui peuvent avoir un effet sur leurs droits, sans pression, en ayant toutes les informations avant toutes actions.***

Au cours de mes études, je n'ai pu rester indifférente.

Une communauté Iban, les Rumah Gare, avait encore gardé les méthodes ancestrales de tissage. Ils cherchaient les teintures naturelles dans la forêt. En protégeant cette culture, on pouvait ainsi protéger la forêt, leur habitat.

Pour créer une pièce de tissu de 2, 50 sur 60 centimètres, il faut compter 3 à 4 mois de travail.

Les entreprises s'appuyaient sur la culture ancestrale pour ne pas acheter les tissus. Elles commandaient trois pièces de tissus et comme moyen de paiement leur donnaient une pièce de tissu et en gardaient deux. Mais ces tisseuses n'avaient pas le droit de vendre à d'autres personnes ces

tissus. Si le donneur d'ordre n'était pas satisfait, il ne les prenait pas mais elles ne pouvaient toujours pas les vendre à d'autre. Les tisseuses n'avaient d'autres choix que de vendre leur tissu au donneur d'ordre, à un prix dérisoire, 50 euros les 3 pièces pour trois mois de travail !!! Le minimum vital en Malaisie est de 200 euros par mois. Elles vendaient 30/40 pièces de tissus en soie par an.

Le projet a permis de redonner du pouvoir à ces femmes, de restaurer et conserver les connaissances du textile Pua Kumbu des indigènes. Les tisserandes Iban racontent des histoires sur ces pua, inspirées de leurs rêves

Nous avons évalué ces pièces de tissu à 348 euros, leur avons donné des formations dans leur langue sur la transparence des prix.

- **Une base de données des connaissances indigènes a été créée incluant les visuels, caractères et documents écrits pour les utiliser en référence pour la communauté sur le tissage Pua Kumbu et également pour tous ceux qui sont intéressés par ces connaissances.**
- Créer une plateforme marketing et une marque déposée (rhgarhe) pour les produits Pua Kumbu afin d'assurer la pérennité des activités de tissage et un flux de revenu pour les tisseurs quand l'activité est transformée en industrie artisanale. La marque déposée comporte une définition sur les produits Pua Kumba en termes de partage équitable des revenus, d'usage de couleurs de teintures naturelles, de tissage à la main et, le plus important, une conservation durable et intangible de l'héritage culturel.

De 7 tisseuses vieillissantes, nous sommes passés à 35. Nous allons créer une école d'apprentissage et les histoires de chaque pièce de tissu sont répertoriées. Plus il y aura de tisseuses plus le rapport de force avec le gouvernement sera important pour montrer la valeur de la forêt pour ce tissage ancestral.

Seul ce village a refusé de vendre ses terres. Ils vont passer au tribunal en décembre.

On peut agir mais nous avons besoin de la communauté internationale.